

Le système de santé suisse est bon mais il coûte beaucoup trop cher. Il y a trop d'opacité autour des coûts réels du monde de la santé. Le système est également améliorable ; l'Etat nous oblige à nous assurer mais ne cadre pas les conditions et les modalités de cette obligation et cela doit changer. Si nous voulons pérenniser la LAMal, elle doit être réformée en profondeur. Miser sur la responsabilisation individuelle, d'une part, permet d'éviter une surcharge des établissements de soins ; cette politique est d'ailleurs déjà en cours depuis des années, via diverses incitations et modèles. Mais la création d'une caisse des réserves unique serait aussi un premier pas vers une diminution des coûts. Une limitation de l'influence des lobbyistes au Parlement fédéral et une incompatibilité de fonction parlementaire pour les personnes siégeant dans les conseils d'administration des caisses maladies serait encore un pas supplémentaire. Il faut également limiter l'immigration de masse, qui pèse très lourdement sur les primes et les infrastructures de la santé ; rappelons que chaque demandeur d'asile est couvert par tout le catalogue de prestations LAMal et aux frais des contribuables ! Enfin, des mesures pour une indexation au moins partielle des primes (avec des minimas et des maximas) sur les revenus afin de concilier le principe de mutualité avec le pouvoir d'achat seraient également bienvenues. Le droit à des soins de qualité doit être garantis pour tous mais les coûts doivent rester supportables pour l'ensemble de la population, sans quoi la LAMal risque, à terme, de s'effondrer sur elle-même (ce que personne ne souhaite).